

# Hayek en 1939 : les origines ultra-libérales de l'Union Européenne ...

écrit par Antiislam | 12 juillet 2017

Comment le théoricien de l'ultra-libéralisme Hayek a théorisé, dès 1939, le fédéralisme européen comme seul outil capable de limiter la souveraineté populaire:

Du « Figaro »:

Pourquoi diable faudrait-il prendre la peine de lire un article académique rédigé à la veille de la Seconde Guerre mondiale par un économiste et philosophe né dans la capitale de l'Empire austro-hongrois à la fin du XIXe siècle? Parce qu'en 1939, vivant alors à Londres – et devenu citoyen britannique –, Friedrich Hayek a fourni une analyse des plus lucides d'un futur qu'il n'osait peut-être imaginer – lui qui dénoncera, quelques années plus tard, la «route de la servitude» (comprenez: l'étatisation croissante de nos sociétés) – mais qui est notre présent, à nous Européens du XXIe siècle.

Le philosophe Philippe Van Parijs le démontrait brillamment lors d'une conférence à l'Institut européen de Florence à l'automne dernier. Sa communication, disponible sur Internet en anglais, vient d'être publiée, sous la forme d'un petit livre, en Italie:*La trappola di Hayek e il destino dell'Europa* (éditions Morcelliana).

En 1939, donc, dans un article au titre austère, «Les conditions économiques du fédéralisme interétatique», Hayek plaidait pour une fédération européenne, qui permettrait d'assurer la paix entre les nations, mais aussi d'imposer son utopie libérale et de laisser le champ libre à l'ordre spontané du marché.

La libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes – devenues les «quatre libertés» de l'Union européenne – sur un marché unique priverait les États de la capacité d'intervenir dans le fonctionnement de l'économie, de mener des politiques industrielle, fiscale, sociale et redistributive, expliquait Hayek.

Et cette limitation de la souveraineté nationale ne pourrait pas être compensée ou remplacée par une capacité d'action collective au niveau de la fédération, en raison des différences économiques entre les États membres et de l'absence d'un sentiment d'appartenance à un même peuple. «Un employé de la City sera-t-il prêt à payer plus pour ses souliers et son vélo pour aider les travailleurs belges?», demandait Hayek.

Le père du néolibéralisme a eu, semble-t-il, plus de flair que les pères fondateurs de l'Europe. On peut dissenter sur l'harmonisation fiscale, mais c'est la concurrence qui prévaut. Et les beaux discours sur l'Europe sociale ne changent rien à la réalité. L'harmonisation, là aussi, tend vers le bas. Ainsi la Belgique a-t-elle assoupli la réglementation sur le travail de nuit pour s'aligner sur la législation hollandaise, espérant récupérer une partie de l'e-commerce qui avait spontanément choisi de s'installer aux Pays-Bas.

Cette dynamique perverse est-elle inévitable? Philippe Van Parijs ne veut pas le croire, qui met en garde contre un «[Brexit](#) soft», lequel, en conservant au Royaume-Uni l'accès entier au marché unique, lui permettrait de saboter de l'extérieur – par la dérégulation et la concurrence fiscale et sociale – toute volonté (que beaucoup jugeront aujourd'hui hypothétique) de reconquête du marché par l'État.

Car si l'Union européenne n'est pas néolibérale par accident, elle ne l'est pas non plus, assure Philippe Van Parijs, par essence. Elle est ce que nous, Européens, en ferons. Mais c'est ce «nous», justement, qu'il convient de faire advenir, si l'on veut une autre Europe. Un peuple européen, donc.

Il faut assurément une langue commune, une «lingua franca» – que Philippe Van Parijs imagine être l'anglais (et pourquoi pas?). Il faudrait aussi construire un imaginaire commun et ces corps intermédiaires, qui animent, dans nos pays, la dynamique démocratique.

Reste à voir sur quelles forces – et sur quels intérêts – les partisans d'une autre Europe pourraient s'appuyer pour sortir du «piège de Hayek», alors que les classes dirigeantes semblent décidées à profiter de la dynamique actuelle pour transformer le modèle européen.

Le temps presse. Dans dix ou vingt ans, l'Union européenne, incapable de corriger

le développement inégal de ses régions, sera encore plus hétérogène ; son modèle social, loin de s'étendre aux nouveaux membres, aura régressé au sein des pays fondateurs; et la capacité d'action des États, à défaut d'un réarmement fiscal, sera toujours plus réduite. Aurons-nous la force et l'envie de sauver l'utopie européenne?

<http://lefigaro.fr/vox/economie/2017/07/09/31007-20170709ARTFI000194-dominique-berns-l-union-europeenne-face-a-la-prediction-de-hayek.php>

Il est illusoire comme le prétend Van Parijs ou un Mélenchon de croire à une Europe sociale, l'U « E » est intrinséquement perverse . Elle est toute entière fidèle aux vœux de Hayek . Destruction de la volonté populaire et imposition de la libre circulation généralisée: biens, services, capitaux et personnes.